

LE TEMPS

crise Vendredi 28 octobre 2011

Les résultats du sommet dans le détail

Par Sébastien Dubas

Point par point, les éléments du plan de sauvetage de la zone euro

Les principaux dossiers sur lesquels se sont accordés les dirigeants européens dans la nuit de mercredi à jeudi.

Restructurer la dette grecque

Après un long bras de fer, les banques ont finalement accepté de renoncer à 50% de la valeur de leurs obligations grecques. La décote se fera via un échange de titres à partir de janvier 2012.

L'accord devrait ainsi permettre à la Grèce de réduire son endettement public de 100 milliards d'euros – sur un total de 350 milliards – et de ramener sa dette souveraine à 120% de son PIB d'ici à 2020, contre environ 150% actuellement.

D'après UBS, cette restructuration demeure cependant insuffisante. La grande banque s'attend toujours à un défaut de paiement complet de la Grèce au premier trimestre 2012. L'Union européenne (UE) a, elle, totalement exclu cette éventualité.

Même si les banques ont finalement accepté le plan européen, les analystes de la Banque Sarasin soulignent de leur côté que la participation du secteur privé se fera sur une base volontaire, ce qui pourrait compliquer sa mise en place.

En attendant, Athènes continuera de se financer sans les marchés financiers. Jusqu'en 2014, il devra donc compter sur les 100 milliards d'euros d'aide promis par l'UE et le Fonds monétaire international (FMI). Une aide qui sera accompagnée d'une étroite surveillance de la mise en œuvre des réformes promises par la Grèce.

Recapitaliser les banques

Un accord a également été trouvé pour recapitaliser les banques qui en auront besoin. Mercredi, l'Autorité bancaire européenne (EBA) a chiffré ces besoins à 106 milliards d'euros, soit un chiffre inférieur à plusieurs estimations réalisées ces dernières semaines. Le FMI avait notamment évoqué 200 milliards d'euros début septembre.

L'effort sera concentré sur quelques pays: les banques grecques – qui seront nationalisées – auront besoin de 30 milliards d'euros, les espagnoles de 26,16 milliards et les italiennes de 14,7 milliards. A l'image de Société Générale, la plupart des établissements européens ont déjà déclaré qu'ils se recapitaliseraient sans recourir aux fonds publics.

Leurs fonds propres «durs» (Core Tier 1) devront cependant atteindre un ratio de 9% d'ici à fin juin 2012. Des mesures qui ont pour but de restaurer la confiance entre les banques, dont certaines ont été malmenées sur les marchés ces derniers mois.

Renforcer le Fonds de stabilité

Finalement, les pays de la zone euro ont décidé de démultiplier les ressources allouées au Fonds

européen de stabilité financière (FESF). De 440 milliards d'euros, il pourrait passer à 1 000 milliards afin d'aider les Etats membres soumis à des pressions sur les marchés. La Grèce, le Portugal et l'Irlande ont déjà eu recours à cette aide. Pour les économistes de Sarasin, «cette augmentation devrait suffire pour aider financièrement l'Italie et l'Espagne» si nécessaire.

L'augmentation devrait se faire grâce à un «effet de levier» permettant aux Etats de ne pas dépenser davantage. Le levier viendrait d'un système d'assurance-crédit qui devrait inciter les investisseurs à acheter de la dette publique d'Etats fragiles en garantissant une partie de la dette.

Le dispositif détaillé doit toutefois encore être élaboré. Il pourrait par ailleurs être accompagné d'un autre mécanisme, un fonds spécial adossé au FMI et accueillant les contributions de pays émergents comme la Chine et la Russie.

Eviter la contagion

Pour éviter toute propagation de la crise, la zone euro compte aussi sur la Banque centrale européenne et ses achats de dettes publiques italiennes et espagnoles qui permettent de freiner l'envol des taux d'intérêt pour ces deux pays.

Les dirigeants européens en appellent également à l'Italie pour mettre en œuvre les réformes structurelles et les mesures d'austérité annoncées.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA